

Le 14 juillet 2023, fête de la soumission ou du courage contre l'effondrement organisé et annoncé ?



[Illustration : La Patrouille de France ouvre le défilé du 14 Juillet le vendredi 14 juillet 2023. – AFP]

Par le Général (2 s) Antoine MARTINEZ

Après la crise des gilets jaunes (jamais résolue, car une autre crise, celle provoquée par le Covid prenait le relais), après la crise sanitaire gérée par la peur, la contrainte et le cynisme consistant à dresser les Français les uns contre les autres et à supprimer des libertés (certains devront rendre des comptes devant la justice), après la crise internationale avec le conflit Ukraine-Russie utilisé pour se faire réélire en jouant sur la peur, après la réforme des retraites passée en force, le président de la République tente de reprendre l'initiative après une semaine d'émeutes ethniques qui ont ébranlé le pays.

Pour cela, il faut d'abord, selon ses propres déclarations, comprendre ce qu'il s'est passé avant d'en tirer les conclusions. Chacun remarquera qu'il s'engage, en fait, dans une démarche dilatoire pour évacuer un sujet qu'il refuse de traiter, car il ne peut pas ignorer les causes profondes de ce désastre annoncé depuis longtemps. Doit-on rappeler l'avertissement de son premier ministre de l'Intérieur au moment de son départ en 2018 (*« On vit côte à côte, je crains que demain on ne vive face à face, nous sommes en face de problèmes immenses »*) ? Doit-on rappeler l'appel lancé contre la signature du pacte de Marrakech en 2018 ? Doit-on rappeler l'alarme lancée dans la tribune dite des généraux en 2021 (*« il n'est plus temps de tergiverser sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers »*) ? Doit-on rappeler qu'après au moins quatre décennies d'immigration massive et incontrôlée, aux conséquences néfastes et aggravées par l'invasion promise par l'État islamique en décembre 2014 et déclenchée à l'été 2015 (et qui se poursuit), le pouvoir politique, non seulement ne réagit pas, mais refuse de stopper ce processus mortel pour les Français. Pourtant le message délivré par les islamistes est clair. Comment persister à rester dans le déni après Charlie Hebdo, l'Hyper casher, le Bataclan, Nice, le père Hamel, Samuel Paty et tous ceux frappés d'une mort violente au couteau, sans oublier les policiers et gendarmes tués ou blessés en service ? Comment persister à rester dans le déni lorsque nos compatriotes subissent chaque jour une bonne centaine d'agressions au couteau provoquant des morts et des blessés relégués

par des médias serviles au rang de simples faits divers ? Si l'État exclut de stopper le flux de cette immigration incompatible avec nos valeurs, on doit comprendre qu'il choisit délibérément de l'accompagner et donc qu'il trahit la nation. L'État trahit la nation en soumettant sa souveraineté à l'UE. Les Français doivent en prendre conscience. Mais ne nous y trompons pas. La mort malheureuse du jeune voyou issu de cette immigration n'a été qu'un prétexte pour déclencher une guérilla urbaine à grande échelle, organisée, coordonnée et impliquant des dizaines de milliers d'individus ! Il s'agissait d'un test grandeur nature très réussi si on veut bien considérer, au-delà du nombre d'émeutiers et de communes concernées, la nature et le degré des violences exercées. Il est cependant à craindre que la prochaine fois – car il y aura une prochaine fois (2005 n'a pas servi de leçon) – lorsque le signal sera donné, ces individus biberonnés et éduqués dans la haine de la France, à présent certains de leur puissance de nuisance et de leur impunité, s'en prennent non seulement aux biens publics, mais également aux biens privés et aux personnes. Ajoutons que pour l'instant, à l'exception de quelques cas isolés, les armes de guerre dont disposent ces bandes n'ont pas été sorties. Mais ces armes existent et circulent. Cette menace est à prendre avec le plus grand sérieux.

N'est-il pas sidérant de constater que ce président refuse, dans sa vision de l'exercice très personnel du pouvoir, d'admettre l'évidence des drames qui s'annoncent pour la France et les Français depuis longtemps ? Qu'en est-il dans ces conditions du bien commun et de l'intérêt de l'État et de la nation, alors qu'il exerce les plus hautes responsabilités depuis plus de onze ans ?

Un peuple, une nation ont un esprit, une âme forgés par des siècles d'histoire qui ont façonné des mœurs, un mode de vie, une vision de l'homme et de la vie modelée pour nous, Français, par la culture gréco-romaine et la religion chrétienne. Une nation est une communauté de destins forgée dans la durée, une culture et une souveraineté établies sur un territoire, un héritage reçu de nos pères que nous devons plébisciter chaque jour pour le perpétuer. Et cette âme possède un caractère sacré, mais l'âme de la France est aujourd'hui outragée, profanée, blessée par l'installation continue sur notre territoire – favorisée par certains – de populations maintenues dans la misère, l'obscurantisme et la violence par leur culture incompatible avec la nôtre. La vérité c'est que nos dirigeants œuvrent contre les intérêts de la nation. Comment l'expliquer autrement puisqu'ils refusent de s'opposer à cette submersion migratoire incontrôlée et contestent au peuple français sa légitimité à s'exprimer sur le sujet ? Plus d'une personne sur cinq et d'une naissance sur trois sont aujourd'hui d'origine extra-européenne sur notre territoire. La démographie est une arme redoutable et si nos dirigeants politiques persistent à ne pas vouloir prendre des mesures fermes pour modifier le cours des choses, l'affrontement est à terme inévitable. Car le divorce est définitivement consommé entre, d'une part le peuple français de cœur et de tradition incluant nos compatriotes d'origine ou de naissance étrangères ayant choisi la France, soucieux de l'unité de la nation et de son droit à la continuité historique, et d'autre part celui de papiers, car son drapeau n'est pas le drapeau français, renforcé par les étrangers de même culture, embrigadés dans un processus de communautarisme, de séparatisme et

de conquête.

La première des fonctions régaliennes n'est-elle pas de protéger et de défendre le peuple face à toute menace, de maintenir son unité et de rechercher son bien-être ? Comment comprendre alors que le pouvoir n'œuvre pas dans ce sens et n'incarne pas le pouvoir et les intérêts de la nation ? À force de tenter depuis quarante ans de régler les problèmes en traitant les symptômes et non les causes, nos gouvernants croient acheter la paix civile ou l'apaisement au prix du déshonneur. En réalité, ils récolteront, pour le plus grand malheur de la France, et le déshonneur et la guerre, non pas civile, mais ethnoculturelle. La bataille qui s'engage est bien civilisationnelle, identitaire et culturelle. Car ces hordes haineuses ne se considèrent pas membres de la communauté nationale. Leur drapeau n'est pas le drapeau français. Elles sont, par ailleurs, instrumentalisées et utilisées comme levier d'influence et de pression sur la politique de la France par des États hostiles. Ce n'est pas tolérable. La lâcheté, le manque de clairvoyance, la trahison de nos dirigeants successifs depuis 1981 conduisent la France à sa perte. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins et notre pays s'enfoncé dans la chienlit et le chaos, et nos dirigeants, installés dans un déni total de la situation réelle, guidés par leur logique technocratique et soumis à l'idéologie mondialiste et progressiste de la Davocratie, réalisent soudain qu'ils ne maîtrisent plus rien et ne savent plus, en réalité, quoi faire. Cela est plus qu'inquiétant, car leur impuissance pourrait les pousser vers une fuite en avant en réagissant par des mesures liberticides pour étouffer toute résistance. Car l'accalmie précaire n'est pas due au rétablissement de l'ordre par la République, mais par les dealers qui, empêchés dans leur commerce pendant ces émeutes, ont sifflé la fin de la récréation ! La France brûle, mais l'image d'un président assistant au même moment à un concert avant de décider le lendemain d'annuler tous les événements et concerts programmés, d'afficher joyeusement sa présence en bras de chemise sur le Tour de France cycliste ou de s'étonner de la tragédie qui se joue en déclarant avec une certaine impudence : « *Qui avait prévu ce qui allait se passer ?* » restera une image indécente, consternante, effrayante et dévastatrice pour le pouvoir politique qui perd toute crédibilité, voire légitimité. Cela est d'autant plus dramatique que, dans cette tragédie, le président de la République, garant de nos institutions, abolit de fait la séparation des pouvoirs puisque les termes formulés pour qualifier la mort du jeune voyou, « *inexplicable et inexcusable* », scellent délibérément le sort du policier avant même l'ouverture de l'enquête. La pression ainsi exercée sur les magistrats est insupportable. Par ailleurs, ces émeutes se sont produites dès après son retour de Marseille, séjour pendant lequel il n'a cessé de s'attribuer des satisfecit pour la politique menée notamment sur le plan de la sécurité (23 morts à Marseille en cinq mois !). Quel démenti cinglant qui signe l'échec total et définitif des fameux cent jours censés ramener l'apaisement et qui se terminent, en réalité, non seulement en véritable fiasco, mais en calvaire pour les Français !

L'heure est donc grave. L'Histoire est tragique et le destin d'une nation et d'un peuple ne peut pas s'affranchir à certains moments critiques de démolitions, de renversements ordonnés suivis de reconstructions et

d'embellissements. Nous sommes dans ce moment critique aujourd'hui pour notre France fracturée, défigurée et martyrisée à l'image de Notre-Dame de Paris, à cette croisée des chemins où le choix de la voie à prendre est capital et exige de ne pas reculer, car c'est de la survie même de notre nation, de notre civilisation qu'il s'agit.

Alors, si des élus de la République peuvent participer impunément à des manifestations interdites avec ceux qui menacent la nation et que des patriotes, respectueux de la loi, se voient, eux, interdire illégalement leur rassemblement comme le 13 mai dernier (cf. décision d'interdiction invalidée par le tribunal administratif), c'est que nos dirigeants manquent de clairvoyance, de courage et se soumettent à « la loi du plus fort » appliquant le principe destructeur « *faible avec les forts, fort avec les faibles* ». Et l'intention de nos gouvernants d'étouffer toute velléité de résistance des Français en jouant, une fois de plus, sur la peur et la pression est tellement évidente qu'elle est contre-productive, car elle révèle l'effroi d'un pouvoir qui ne maîtrise pas la situation.

Deux actions doivent donc être menées dorénavant par les patriotes, de droite et de gauche, attachés à leur héritage historique, spirituel et culturel, car chacun sait que le pluriculturalisme/multiculturalisme est une imposture sanglante. Le peuple français, comme tous les peuples, a le droit à la différence. Il a le droit légitime d'être différent des autres peuples et de vouloir rester un peuple européen. Personne ne conteste la présence de minorités qui doivent, au besoin, être protégées, mais qui doivent rester des minorités. Si le président de la République est élu au suffrage universel, il ne l'est pas pour favoriser un changement de peuple. Ce n'est pas l'intérêt de la nation. Et œuvrer contre l'intérêt de la nation constitue un manquement grave aux devoirs de tout dirigeant politique, comme de tout serviteur de l'État. Et si le peuple en souffrance, parce qu'ignoré perpétuellement dans ses aspirations en tant que nation, décidait de manifester son opposition à la politique migratoire insensée menée par nos dirigeants, qui pourrait contester sa légitimité ?

*La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.*

(article 3 de la Constitution)

Ces deux actions doivent s'inscrire dans la constitution d'une union sacrée, la première concernant les citoyens français, la seconde impliquant tous les partis politiques patriotes.

S'agissant des citoyens français, il faut organiser le rassemblement des patriotes, civils et militaires/policiers/gendarmes ayant quitté l'activité qui n'ont qu'un seul drapeau dans leur cœur, qu'un seul drapeau comme étendard, le drapeau français, qui ont pris conscience de l'urgence du combat noble et légitime à mener pour sauver la France en danger, préserver la terre

charnelle défendue et transmise par nos pères, un héritage inestimable à confier à nos descendants pour le perpétuer. Et notre jeunesse – non wokisée – qui représente en grande partie l’avenir de la France, et donc notre espérance, doit être impliquée dans cette démarche. La tâche est ardue, mais elle est réalisable. De nombreuses associations ou organisations patriotiques, voire d’anciens combattants, existent et agissent, mais individuellement dépensant jusqu’ici leur énergie en vain. Il faut donc essayer de les rassembler en une confédération puissante en mesure d’agir plus efficacement collectivement. Cela permettrait d’établir des objectifs et d’arrêter des priorités dans les actions à mener. Parmi celles-ci, il faut, pour être en mesure de peser et d’influer, se donner les capacités d’organiser une manifestation puissante pour défendre notre identité, l’âme de la France, et s’opposer à la politique migratoire suicidaire du gouvernement. Dans cette perspective, une réflexion doit être menée sur le choix d’une date au symbole fort du point de vue patriotique. Plusieurs associations/organisations patriotiques disposent d’un maillage territorial qui pourrait être développé et consolidé par cette confédération au niveau régional, départemental pour faciliter la mise en place, par secteurs, de cellules ou comités réactifs, chargés de suivre la situation, d’alerter en cas de besoin et d’informer les familles. La notoriété acquise par Place d’armes permet de penser que cette organisation est potentiellement capable de faciliter le regroupement de toutes les associations patriotiques en une confédération. Une première étape doit conduire rapidement les responsables de ces associations à se mettre en rapport avec le bureau directeur de Place d’armes pour ensuite, après avoir établi les ralliements à cette confédération, déterminer les modalités d’action et le partage des tâches. Il y a urgence à agir et à privilégier ce regroupement seul capable de permettre le sursaut. Il va sans dire que ce processus s’engage dans le respect de la loi.

Quant au second volet concernant les partis politiques patriotes, il est temps, devant l’évidence du danger et des drames qui se préparent, qu’ils assument leurs responsabilités et qu’ils exercent leur rôle avec le sens du devoir en mettant de côté, pour leurs chefs, leur ego et ambitions personnelles véritables obstacles à toute alliance ou union salvatrice. Car la seule priorité aujourd’hui c’est la France et, comme pour les citoyens français, le salut ne peut venir que du rassemblement. Un appel est donc lancé aux responsables de ces partis politiques patriotes pour qu’ils se rencontrent au plus vite pour s’accorder sur des mesures décidées en commun pour le court terme (2023/2024) et le moyen terme (2027). Les émeutes ethniques qui ont ébranlé la France confirment bien que le cancer à éradiquer c’est l’immigration extra-européenne de masse. Or, le pouvoir en place ne veut pas s’opposer à cette submersion. Sur le court terme, notre Constitution donne aux partis représentés au Parlement des outils pour le sanctionner (articles 49 et 50). Qu’ils exercent sans attendre ce pouvoir. Pour le moyen terme, n’est-il pas temps que tous les responsables des partis politiques patriotes, représentés ou pas au Parlement engagent, compte tenu de l’urgence et de la menace qui pèse sur la nation, leur énergie dans des négociations afin de s’accorder sur des mesures visant à inverser le flux de cette immigration incompatible avec nos valeurs et qui menace notre avenir.

L'immigration constitue bien le problème central qui défie notre avenir et le sursaut ne pourra donc venir que des citoyens eux-mêmes. C'est pourquoi ils doivent se rassembler d'une part, et exercer un lobbying fervent et acharné sur les partis politiques patriotes d'autre part, pour que cet effondrement organisé n'ait pas lieu, pour que vive la France.

Le 14 juillet 2023 Général (2 s) Antoine MARTINEZ